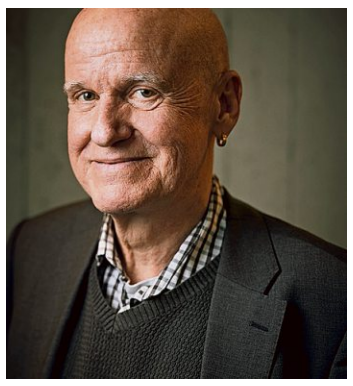

SANDRO GUZZI-HEEB
Historien et professeur à l'UNIL, auteur de «Sexe, impôt et parenté. Une histoire sociale à l'époque moderne».

● Sandro Guzzi-Heeb publie une somme sur l'histoire de la sexualité à l'époque moderne. Ce faisant, l'historien explicite les fondements de ce qui sous-tend notre sexualité, aujourd'hui encore.

MARIE PARVEX
marie.parvex@lematindimanche.ch

Des noces au Locle, en 1896 *Photos: Yvain Genevay, Alamy Stock Photo/Chris Hellier*

«L'économie joue un rôle fondamental dans les pratiques sexuelles»

Sandro Guzzi-Heeb est professeur d'histoire moderne à l'Université de Lausanne. Cela fait près de vingt ans qu'il consacre une partie de ses recherches à la question de la sexualité. «Passions alpines» explorait l'impact de l'appartenance à une fraction politique sur les pratiques sexuelles dans le val de Bagnes (VS). Les radicaux se révélaient ainsi beaucoup plus volages que les conservateurs. Aujourd'hui, il publie «Sexe, impôt et parenté, une histoire sociale à l'époque moderne», ouvrage qui compare, notamment, les pratiques sexuelles des Vaudois protestants avec celles des Valaisans catholiques entre 1450 et 1850.

Quelles différences avez-vous constatées entre ces populations pourtant voisines?
La plus spectaculaire est la pratique de la contraception, beaucoup plus fréquente chez les protestants. Les protestants n'approuvent pas, mais se désintéressent de cette question en argumentant que le rôle du pasteur est de transmettre la parole de Dieu, pas de s'immiscer dans la vie privée des citoyens. Cela dit, il existe des nuances au sein du protestantisme sur cette question. À Genève, au XVIe siècle déjà, les élites commencent à contrôler les naissances. Cette pratique se répand ensuite progressivement dans les campagnes, notamment en France, et l'on y voit, au XVIIIe siècle, une influence sur la démographie.

Vous avez aussi découvert des différences dans le nombre de conceptions avant le mariage?
Oui, le sexe avant le mariage est plutôt bien toléré chez les protestants au XVIIIe siècle, pour autant qu'il n'y ait pas d'enfants illégitimes et que cela se termine par une union.

Pourquoi ne veut-on pas d'enfants illégitimes, ni chez les catholiques ni chez les protestants?
Parce que cela crée un problème économique: qui va être responsable de l'entretien de ces enfants? Les communes ne veulent pas les assumer et cela crée des tensions dans la gestion des héritages au sein des familles. La survie des individus dépend souvent de la terre et ne permet pas d'entretenir plus de personnes que tant. On prône alors la sexualité au sein du mariage et on tend vers toujours plus de contrôle de l'État sur les pratiques sexuelles.

Et avant ces impératifs économiques et sociaux, les pratiques sexuelles étaient-elles totalement libres?
Non, mais fondamentalement, cela restait une question privée, même l'Église ne s'en mêlait pas trop. Ces questions étaient gérées au sein des familles. Depuis le XVe siècle, l'État s'est immiscé dans les questions sexuelles pour créer un ordre étatique. Il a plusieurs intérêts à réglementer ces pratiques. Le mariage et la sexualité sont l'une des portes d'entrée pour créer cette discipline et conférer ainsi une légitimité à l'État. La sorcellerie en est un excellent exemple. Elle crée l'image d'un ennemi interne, illustrant une grande part de comportements sexuels que l'on souhaite réprimer. On rend démoniaque tout ce qui n'est plus admis hors du mariage. Cette discipline permet, par exemple, de renforcer le niveau de contrôle des populations.Dans le même ordre d'idée, au XVIIIe siècle, il y a une volonté d'augmenter les impôts et donc d'augmenter la population. On s'intéresse alors à la reproduction. Le célibat devient suspect, le bon citoyen est celui qui donne beaucoup d'enfants à l'État.

Au fond, quels sont les facteurs qui déterminent les pratiques sexuelles, à part l'État et la confession?
Il y a une pression par le haut, exercée par l'Église, l'État ainsi que par l'économie, mais à l'intérieur de ce cadre, les comportements peuvent varier selon la région, la classe sociale, les traditions familiales ou les convictions politiques. La sexualité sont d'ordre économique et social, pourquoi a-t-on stigmatisé l'homosexualité, qui ne produisait pas d'enfants illégitimes?
Le terme d'homosexualité date du XIXe siècle, inventé par les médecins. Avant 1850, on parlait de sodomie, d'infractions ou de vices. En principe, cela ne posait pas de problèmes dans les campagnes. Il y a eu parfois des flambées de répression, mais elles étaient toujours liées à des luttes politiques ou ecclésiastiques, ou à des infractions. Généralement, ces questions sont plutôt passées sous silence parce qu'en effet, elles ne posent pas trop de problèmes.

> **«Dans le val de Bagnes, il semble que les familles radicales ne voient pas de problème à avoir des enfants illégitimes. Chez les catholiques, on les dissimule.»**
>
> Sandro Guzzi-Heeb, historien

Par exemple?
Dans le val de Bagnes, il semble que les familles radicales ne voient pas de problème à avoir des enfants illégitimes. Alors que chez les catholiques conservateurs, on les dissimule. De même, certains groupes se marient jeunes et ont beaucoup d'enfants qu'ils considèrent comme une réussite sociale. D'autres mettent l'accent sur l'éducation et la qualité de la relation familiale. Ma collaboratrice Aline Johner a montré dans sa thèse qu'à Payerne les libéraux pratiquent beaucoup la contraception, alors que les radicaux affichent de grandes familles comme un succès social.

Vous écrivez même que le désir sexuel dépend aussi de réseaux sociaux et d'identité culturelle.
Les études sociologiques montrent que le niveau d'activité sexuelle est important si l'on appartient à un groupe dans lequel ce niveau est élevé. C'est une tendance statistique. On voit aussi que l'attirance agit le plus souvent entre des personnes ayant des pratiques et des valeurs communes. On voit ainsi qu'au XIXe siècle les radicaux du val de Bagnes tendent à faire des enfants illégitimes entre eux.

Si les questions qui sous-tendent l'intervention de l'État dans la sexualité que l'on vit et que l'on affiche devient une question d'identité.

Quelle a été votre méthode de travail?
On ne sait jamais ce qui se passe vraiment dans les pratiques sexuelles, par définition. Mais je voulais revenir à une approche sociale, parce que l'histoire de la sexualité a beaucoup été racontée par des sources savantes, comme des médecins ou des religieux. Nous avons croisé des données généalogiques, comme les registres des paroisses, des sources judiciaires ou politiques pour établir qui étaient les gens concernés, quels étaient leur confession, leur parti, etc.

> **«Au XVIIIe siècle, il y a une volonté d'augmenter les impôts et donc d'augmenter la population. On s'intéresse alors à la reproduction. Le célibat devient suspect.»**
>
> Sandro Guzzi-Heeb, historien

Qu'est-ce que cela nous permet de comprendre de la sexualité d'aujourd'hui?
Le lien entre sexualité et morale s'accentue à la fin du Moyen Âge et pendant l'époque moderne avec la sacralisation du mariage qui, aujourd'hui encore, structure la société. En même temps, on revient à une vision plus privée des pratiques sexuelles, un peu comme avant 1450, à ceci près qu'aujourd'hui on ne se reproduit plus assez. Mais chaque fois que des libertés se conquièrent, la société connaît aussi la tendance inverse, par exemple par le biais de la médecine, de l'éducation, de la religion ou de certaines stigmatisations. L'économie joue toujours un rôle fondamental dans les pratiques sexuelles, en influençant les conditions-cadres. Aujourd'hui – et depuis le XVIIIe siècle – elle en fait, par exemple, des produits à vendre, comme la pornographie ou les annonces de rencontre. L'émergence d'un mouvement comme #MeToo – qui lutte contre la violence sexuelle – est rendue possible par une nouvelle phase du capitalisme, qui tend à une certaine égalité entre les sexes, sur le marché et dans la société.

Vous êtes président du comité scientifique d'une recherche historique sur les abus sexuels dans l'Église catholique. Quelle est l'histoire des abus sexuels sur les enfants?
Jusqu'au début de l'époque moderne, il était accepté dans certaines villes, comme Florence, par exemple, que des hommes d'un certain âge prennent sous leur aile de jeunes garçons. Ce rapport de protection impliquait aussi des rapports sexuels, selon les rapports antiques de la pédérastie. Ces pratiques sont devenues inappropriées lorsque la sexualité hors mariage a été réprimée.

À LIRE
«Sexe, impôt et parenté. Une histoire sociale à l'époque moderne», Sandro Guzzi-Heeb, CNRS Éditions, 374 p.

Contrôle qualité